



ASIE/SYRIE - Tirs de mortier sur l'Archevêché melkite d'Alep et témoignage de l'Archevêque à propos de la situation locale

Alep (Agence Fides) – Dans une ville d'Alep assiégée, le conflit touche également les églises. Ainsi que l'indique à l'Agence Fides S.Exc. Mgr Clément Jeanbart, Archevêque melkite d'Alep, dans la nuit d'hier, « deux tirs de mortiers ont endommagé le siège de notre Archevêché gréco-catholique. Il n'y a pas eu de victimes seulement parce que les tirs ont eu lieu de nuit ». L'Archevêque affirme : « La ville est étranglée et la situation empire de jour en jour. En tant que résidents, nous nous sentons pris au piège et nous ne savons pas quel sera notre destin. Les marchandises manquent ou atteignent des prix très élevés. Les gens ont des problèmes pour survivre au quotidien ». C'est pourquoi, poursuit l'Archevêque, « les fidèles continuent à s'enfuir. L'exode se poursuit et ses effets se constatent également sur les côtes des nations européennes ». « Depuis deux ans, nous offrons aux fidèles consolation et soutien moral mais plus le temps passe et plus il devient difficile de les persuader à rester ». « Et pourtant, nous, chrétiens en Syrie, avons une mission : celle du dialogue, de la paix, de la réconciliation, de la conservation de la lumière de la foi, de l'espérance et de la charité. Et nous voulons être fidèles à cette mission ». Mais pour ce faire, les armes doivent se taire. Aujourd'hui, dans un entretien accordé au quotidien britannique The Guardian, le vice-premier ministre syrien Qadri Jamil a déclaré au nom du gouvernement que « la situation est dans une impasse attendu que ni le régime ni l'opposition armée ne sont en mesure de prévaloir », lançant la proposition d'un « cessez-le-feu accompagné d'un processus politique pacifique ». La proposition trouve un accueil favorable au sein de l'Eglise syrienne. « Nous sommes sans doute favorables à une trêve, à toute démarche utile afin de faire cesser les violences et de promouvoir une solution pacifique » note pour Fides Mgr Jeanbart. « Si les parties au conflit s'engageaient à faire taire les armes, un rayon d'espérance percerait ». Le problème est que, « aujourd'hui, il existe des myriades de groupes armés incontrôlables et également irréductibles » explique-t-il. Selon des informations recueillies par Fides, tant les groupes de militants djihadistes que les milices des « shabiha » favorables au régime échappent à tout contrôle et il est difficile de garantir une trêve effective sur le terrain. Toutefois, « la communauté internationale a le devoir de tenter de le faire afin de mettre fin à l'immense souffrance que le peuple syrien vit depuis deux ans et demi ». (PA) (Agence Fides 20/09/2013)